



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° RHTF - 2 -  
SÉANCE N° 526 DU 12 FÉVRIER 2024

### RÉVISION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

À la date mentionnée ci-dessus, le Conseil municipal, légalement convoqué le 5 février 2024, conformément au code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance ordinaire, à dix-huit heures zéro minute, dans la salle de l'Hôtel de Ville de Laval, sous la Présidence de Monsieur Florian Bercault, Maire.

#### Étaient présents

Florian Bercault, Maire, Bruno Bertier, Isabelle Eymon, Georges Poirier, Marjorie François, Patrice Morin (à partir de 18 h 41), Marie-Laure Le Mée Clavreul, Bruno Fléchar, Camille Pétron, Antoine Caplan, Christine Droguet, Geoffrey Begon, Céline Loiseau, adjoints, Béatrice Ferron, Michel Neveu, Geneviève Pham-Sigmann, Solange Bruneau, Éric Paris, Georges Hoyaux, Laurent Paviot, Catherine Roy, Nadège Davoust, Caroline Garnier, Sébastien Buron, Guillaume Agostino, Kamel Ogbi, Rihaoui Chanfi, Ludivine Leduc, Noémie Coquereau, Lucie Chauvelier (à partir de 18 h 47), James Charbonnier (jusqu'à 22 h 18), Chantal Grandière, Marie-Cécile Clavreul, Pierrick Guesné (jusqu'à 20 h 00), Samia Soultani, Vincent d'Agostino, Lucile Perin et Henri Renié, conseillers municipaux.

#### Étaient représentés

Patrice Morin a donné pouvoir à Geoffrey Begon (jusqu'à 18 h 41), Marie Boisgontier a donné pouvoir à Bruno Fléchar, Jonathan Guilemin a donné pouvoir à Camille Pétron, Didier Pillon a donné pouvoir à Samia Soultani, Pierrick Guesné a donné pouvoir à Vincent d'Agostino (à partir de 20 h 00), Gwendoline Galou a donné pouvoir à Chantal Grandière.

#### Était excusé ou absent

Paul Le Gal-Huamé, conseiller municipal.

James Charbonnier et Ludivine Leduc sont désignés secrétaires.

CONSEIL MUNICIPAL DE LAVAL DU 12 FÉVRIER 2024

RÉVISION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Rapporteur : Bruno Bertier

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le livre VII du code de la fonction publique relatif à la rémunération et à l'action sociale,

Vu la section 3, chapitre IV, titre 1er, livre VII du code de la fonction publique relative aux régimes indemnitaires au sein de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret modifié n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,

Vu les arrêtés suivants :

- arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

- arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 2 novembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques des établissements d'enseignement agricole publics des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

- arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'Intérieur des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,
- arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 17 décembre 2018 portant application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 8 avril 2019 portant application au corps des inspecteurs de santé publique vétérinaire des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

- arrêté du 4 février 2021 pris pour l'application au corps des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'État du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- arrêté du 5 novembre 2021 pris pour l'application au corps des techniciens supérieurs du développement durable du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°S523-RHTF-8 du 26 septembre 2023 relative à la révision du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu l'avis du comité social territorial du 11 janvier 2024,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'en vertu de l'article L552-1 du code général de la fonction publique, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État,

Considérant qu'en vertu du même article, lorsque les services de l'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État.

Après avis de la commission ressources humaines, techniques et financières,

## DÉLIBÈRE

### Article 1er

Le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 a instauré dans la fonction publique d'État un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Le dispositif est transposable aux agents territoriaux en vertu du principe de parité, mais sa mise en œuvre repose sur l'adoption d'une délibération par l'assemblée délibérante de la collectivité dans le respect du principe de libre administration des collectivités.

Ce régime indemnitaire a vocation à remplacer l'ensemble des primes et indemnités de même nature, à l'exclusion des primes listées dans l'arrêté du 27 août 2015 et dans la présente délibération, dans une logique de simplification de la rémunération des agents.

Le RIFSEEP se décompose en deux parts :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), dont le montant est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions ;
- le complément indemnitaire annuel (CIA) qui tient compte de l'engagement professionnel et la manière de servir.

## **I - Les dispositions communes à la mise en place de l'IFSE et du CIA**

### **1 : Les bénéficiaires du RIFSEEP**

Les bénéficiaires du RIFSEEP sont :

- les agents fonctionnaires (titulaires et stagiaires) à temps complet, non complet et partiel,
- les contractuels de droit public à temps complet, non complet et partiel.

Les collaborateurs de cabinet ou de groupe d'élus, les vacataires et les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier du RIFSEEP.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont les suivants :

<b>Filière</b>	<b>Catégorie A</b>	<b>Catégorie B</b>	<b>Catégorie C</b>
<b>Administrative</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Administrateur territorial</li> <li>• Attaché territorial</li> <li>• Secrétaire de mairie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédacteur territorial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adjoint administratif territorial</li> </ul>
<b>Animation</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Animateur territorial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adjoint territorial d'animation</li> </ul>
<b>Culturelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attaché territorial de conservation du patrimoine</li> <li>• Bibliothécaire territorial</li> <li>• Conservateur territorial des bibliothèques</li> <li>• Conservateur territorial du patrimoine</li> <li>• Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adjoint territorial du patrimoine</li> </ul>

<p><b>Médico- sociale</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assistant territorial socio-éducatif</li> <li>• Biologiste, vétérinaire et pharmacien territorial</li> <li>• Cadre territorial de santé infirmier et technicien paramédical</li> <li>• Cadre territorial de santé paramédical</li> <li>• Conseiller territorial socio-éducatif</li> <li>• Diététicien territorial</li> <li>• Éducateur territorial de jeunes enfants</li> <li>• Infirmier territorial en soins généraux</li> <li>• Masseur-kinésithérapeute, psychomotricien et orthophoniste territorial</li> <li>• Médecin territorial</li> <li>• Pédiatre-podologue, ergothérapeute, orthoptiste et manipulateur d'électroradiologie médicale territorial</li> <li>• Psychologue territorial</li> <li>• Puéricultrice cadre territoriale de santé</li> <li>• Puéricultrice territoriale</li> <li>• Sage-femme territoriale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide-soignant territorial</li> <li>• Auxiliaire de puériculture territorial</li> <li>• Infirmier territorial</li> <li>• Moniteur-éducateur et intervenant familial</li> <li>• Technicien paramédical</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Auxiliaire de soins territorial</li> <li>• Agent social territorial</li> <li>• Agent territorial spécialisé des écoles maternelles</li> </ul>
<p><b>Sportive</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Conseiller territorial des activités physiques et sportives</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Éducateur territorial des activités physiques et sportives</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Opérateur territorial des activités physiques et sportives</b></li> </ul>

<b>Technique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ingénieur en chef territorial</li> <li>• Ingénieur territorial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technicien territorial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adjoint technique territorial</li> <li>• Adjoint technique territorial des établissements d'enseignement</li> <li>• Agent de maîtrise territorial</li> </ul>
------------------	--	--	---

Les agents de la filière de la police municipale et les agents relevant des cadres d'emplois des professeurs d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique sont exclus de ce dispositif.

La délibération n°S503-RHTF-3 du 6 février 2021 relative au régime indemnitaire des agents de la filière police municipale reste donc en vigueur et n'est pas substituée par les dispositions suivantes.

## **2 : Les groupes de fonctions**

Les fonctions de la collectivité sont réparties au sein de 15 groupes de fonctions (dont 8 groupes pour les cadres d'emplois relevant de la catégorie A, 3 groupes pour les cadres d'emplois relevant de la catégorie B et 4 groupes pour les cadres d'emplois relevant de la catégorie C) au regard des critères professionnels suivants :

- fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage et de conception ;
- technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- sujétions particulières et degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ces groupes de fonctions, tels que déterminés ci-dessous, sont détaillés dans le tableau présenté en annexe 1 de la présente délibération.

<b>Groupe de fonction</b>	<b>Intitulé du groupe de fonction</b>	<b>Définition du groupe de fonction</b>
<b>GA1a</b>	Direction générale des services	Fonction de catégorie A en lien direct avec le Maire ou le président contribuant à la définition du projet de territoire et des politiques publiques
<b>GA1b</b>	Direction générale adjointe	Fonction de catégorie A en lien direct avec le Maire ou le Président contribuant à la définition du projet de territoire et des politiques publiques
<b>GA1c</b>	Direction de département, conseiller technique, direction d'EHPAD	
<b>GA2a</b>	<b>Direction</b>	<b>Fonction de catégorie A en lien avec les élus, contribuant à la définition de la stratégie de gestion. Décline le projet de territoire de manière pluriannuelle pour sa direction. Il intervient sur une direction et plusieurs services.</b>
<b>GA2b</b>	Direction adjointe	



<b>GA3a</b>	<b>Responsabilité d'un service</b>	
<b>GA3b</b>	Responsabilité adjointe d'un service ou responsabilité d'une structure ou responsabilité adjointe d'une structure ou responsabilité d'un secteur	<b>Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B ou C, possédant une maîtrise technique nécessaire lui permettant de participer et de déployer les objectifs et la stratégie de gestion en actions et moyens opérationnels.</b>
<b>GA4</b>	Expertise	Fonction de catégorie A exerçant des missions sans encadrement hiérarchique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière
<b>GB1a</b>	Responsabilité d'un service ou d'une structure d'encadrement intermédiaire	Fonction de catégorie B ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique de catégorie B et/ou C et déployant les projets de service et de gestion en actions et moyens opérationnels
<b>GB1b</b>	Responsabilité adjointe d'un service, responsabilité adjointe d'une structure ou responsabilité d'un pôle d'encadrement intermédiaire	Fonction de catégorie B ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique de catégorie B et/ou C et possédant une maîtrise technique particulière planifiant les actions confiées aux équipes
<b>GB2</b>	Expertise (sans encadrement)	Fonction de catégorie B exerçant des missions sans encadrement hiérarchique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière
<b>GC1a</b>	Spécialisée avec encadrement	Fonction de catégorie C exerçant une mission d'encadrement de proximité, possédant une expertise métier et technique particulière et gestion quotidienne opérationnelle
<b>GC1b</b>	Spécialisée sans encadrement	Fonction de catégorie C possédant une expertise métier et technique particulière et nécessitant une coordination
<b>GC2a</b>	Opérationnelle spécialisée	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions supposent des habilitations ou formations précises indispensables à l'exercice de la fonction et/ou pouvant comporter des sujétions
<b>GC2b</b>	Opérationnelle	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions ne supposent pas d'expertise particulière mais pouvant comporter des sujétions

### **3 : Les règles de cumul**

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées à l'article 1er de l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, dont notamment :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, indemnité d'itinérance) ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA) ;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (ex. heures supplémentaires ou complémentaires, astreintes) ;
- les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 25 août 2000 ;
- la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (PREAD) ;
- l'indemnité exceptionnelle de compensation de perte de rémunération (CSG) ;
- les indemnités forfaitaires pour élections ;
- les dispositifs spécifiques prévus réglementairement.

Le cas échéant, le RIFSEEP est également cumulable avec les primes et indemnités constituant des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération dans le cadre des dispositions de l'article L714-11 du code général de la fonction publique, et notamment la prime de fin d'année.

## **II - Les dispositions propres à l'IFSE**

### **1 : Les montants de l'IFSE**

#### **a) Agents titulaires et contractuels sur poste permanents (cf infra) :**

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions, au regard du rattachement du poste de l'agent à un groupe de fonction.

Pour chaque groupe de fonction, un montant d'IFSE de référence dit « socle » est défini. Lors de la première application des dispositions de la présente délibération :

- les agents qui percevaient un montant de régime indemnitaire inférieur au montant de l'IFSE « socle » de leur groupe de fonction bénéficient d'une augmentation de leur rémunération dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP ;
- les agents qui percevaient un montant de régime indemnitaire supérieur au montant de l'IFSE « socle » de leur groupe de fonction bénéficient de la « clause de sauvegarde » telle qu'instaurée à l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 : le montant de leur régime indemnitaire est conservé au titre de l'IFSE.

Le montant individuel de l'IFSE « socle » peut faire l'objet d'une majoration dans les situations suivantes :

- pour les agents exerçant des missions de régisseurs d'avances et/ou de recettes (voir annexe 2) ;
- pour les agents exerçant des travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (voir annexe 3) ;

- pour les nouveaux entrants, titulaires ou en CDI de droit public. Cette majoration peut être attribuée au regard de 2 critères, l'expertise sur le poste et l'attractivité sur le marché de l'emploi, déduction faite des 2 précédentes majorations si l'agent en bénéficie, dans les limites suivantes :

<b>Groupe de fonctions</b>	<b>Plafond maximal</b>
GA1a	Dans la limite du plafond réglementaire
GA1b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA1a
GA1c	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA1b
GA2a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA1c
GA2b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA2a
GA3a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA2a
GA3b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA3a
GA4	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA3a
GB1a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA3b
GB1b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB1a
GB2	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA4
GC1a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB1b
GC1b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB2
GC2a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB2
GC2b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB2

- pour les agents retenus suite à une mobilité interne, et bénéficiant d'une clause de sauvegarde ou d'une majoration IFSE liée au recrutement sur leur précédent poste, cette majoration peut être attribuée au regard de 2 critères, l'expertise sur le poste et l'attractivité sur le marché de l'emploi, déduction faite des 2 premières majorations précitées si l'agent en bénéficie, dans les limites suivantes :

<b>Groupe de fonctions</b>	<b>Plafond maximal</b>
GA1a	Dans la limite du plafond réglementaire
GA1b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA1a
GA1c	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA1b
GA2a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA1c
GA2b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA2a
GA3a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA2a
GA3b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA3a
GA4	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA3a
GB1a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA3b
GB1b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB1a
GB2	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GA4
GC1a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB1b
GC1b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB2
GC2a	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB2
GC2b	Montant de l'IFSE du groupe de fonction GB2

Cette disposition mettant en place la majoration mobilité est également appliquée aux agents ayant eu une mobilité interne depuis le 1<sup>er</sup> mars 2022.

Les agents placés en position d'intérim pendant une durée d'au moins 1 mois se voient attribuer l'IFSE correspondant au groupe de fonction du poste d'intérim occupé, dès lors qu'ils bénéficient d'une lettre de mission établie par le département des ressources humaines. L'IFSE est maintenue pendant la durée d'intérim définie dans la lettre de mission.

L'attribution individuelle de l'IFSE décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel. En tout état de cause, les indemnités versées ne peuvent conduire à dépasser les montants plafonds fixés par les arrêtés d'application du décret n°2014-513 pour les différents corps de référence de la fonction publique d'État.

#### b) Agents contractuels

Les agents recrutés en CDI, et les agents recrutés en CDD sur poste vacant (L.332-14), ou en l'absence de cadre d'emploi de fonctionnaire (L.332-8), ou pour le recrutement de personne handicapée (L352-4) ou pour le pourvoi des emplois de direction (L343-1), se verront attribuer le même IFSE socle qu'un agent titulaire, sur la base du groupe de fonction du poste occupé.

Les agents en CDD recrutés pour des remplacements (L332-13), ou de l'accroissement temporaire d'activité (L332-23 1°), ou de l'accroissement saisonnier (L332-23 2°), ou de contrat de projet (L332-24), c'est-à-dire pour des besoins non pérennes, se verront attribuer une IFSE de 50 € mensuels bruts.

#### c) Agents en décharge totale d'activités pour motif syndical

Ces agents seront classés dans le groupe de fonction GB2 et percevront le montant de l'IFSE correspondant.

S'ils relèvent d'un groupe de fonction supérieur au GB2, alors ils continueront à bénéficier de l'IFSE de leur groupe de fonctions d'origine.

## **2 : Le versement de l'IFSE**

L'IFSE est versée mensuellement. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail, c'est-à-dire proportionnellement à la quotité de travail effectuée.

En cas de congé annuel, congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident du travail ou maladie professionnelle), congé maternité, congé de paternité et d'accueil de l'enfant, congé d'adoption et décharge de service pour mandat syndical, l'IFSE est intégralement maintenue.

En cas de congé de maladie ordinaire (CMO), l'IFSE suit le sort du traitement.

En cas de congé de longue maladie (CLM), de congé longue durée (CLD), de congé de grave maladie (CGM), de disponibilité d'office, de suspension de fonctions ou de grève, l'IFSE est suspendue. La suspension en cas de CLM/CGM et CLD est effective à partir de la date de reconnaissance du placement en CLM/CGM ou CLD.

En cas de temps partiel thérapeutique, l'IFSE suit le sort du traitement.

Les fonctionnaires titulaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions qui bénéficient d'une période de préparation au reclassement (PPR) perçoivent, pendant la durée de cette période, le montant de l'IFSE qu'ils percevaient au titre des fonctions pour lesquelles ils ont été déclarés définitivement inaptes.

L'annexe 5 précise les modalités de versement de l'IFSE en cas d'absence pour raison de santé.

### **3 : Le réexamen du montant de l'IFSE**

Le montant de l'IFSE attribué individuellement fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale dans les trois situations suivantes :

- en cas de changement de fonction : lorsque cette situation se traduit par un changement de groupe de fonctions, l'agent bénéficie du montant de l'IFSE de son nouveau groupe de fonctions.  
Il est précisé cependant que si l'agent bénéficie de la clause de sauvegarde ou une majoration IFSE liée au recrutement, alors cette dernière perdure en cas de mobilité sur un poste au sein du même groupe de fonctions.  
Si ce changement de groupe de fonctions résulte d'une mobilité à l'initiative de la collectivité ou pour raison de santé (reclassement, mobilité dans l'intérêt du service ou réorganisation), l'agent bénéficie du montant de l'IFSE le plus favorable entre celui de son ancienne situation et celui de sa nouvelle situation.  
Dans les autres cas, c'est la majoration prévue au point II - 1 - a qui est appliquée.
- au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion ou la réussite à un concours lorsque cette situation se traduit par un changement de groupe de fonctions.

## **III - Les dispositions propres au CIA**

### **1 : Le principe**

Les agents mentionnés à l'article 1 de la présente délibération peuvent bénéficier d'un complément indemnitaire annuel (CIA) qui tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, dont l'appréciation se fonde sur l'entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct.

### **2 : Les modalités d'attribution individuelle du CIA**

Le montant individuel du CIA est compris entre 0 et 100 % du montant maximal par groupe de fonctions fixé par la présente délibération (annexe 4), dans le cadre de l'enveloppe budgétaire annuelle dédiée au CIA qui est validée chaque année par le conseil municipal au moment du vote du budget.

Le CIA fait l'objet d'un versement annuel, en une fraction, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre

En tout état de cause, les indemnités versées ne peuvent conduire à dépasser les montants plafonds fixés par les arrêtés d'application du décret n°2014-513 pour les différents corps de référence de la fonction publique d'État.

## **IV - Les dispositions générales**

### **1 : L'entrée en vigueur du dispositif**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1er mars 2024.

#### Article 2

La délibération n°S523-RHTF-8 du 26 septembre 2023 révisant le RIFSEEP au sein de la ville de Laval est abrogée.

#### Article 3

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) est instauré dans les conditions indiquées ci-dessus.

#### Article 4

Les crédits correspondants sont calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

#### Article 5

Le Maire ou son représentant est autorisé à prendre tous les actes nécessaires à la mise en application du dispositif présenté ci-dessus.

#### Article 6

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

#### Article 7

Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le Maire

Signé : Florian Bercault

## ANNEXE 1

### La composition des groupes de fonction

Groupe de fonction	Intitulé du groupe de fonction	Fonctions éligibles au RIFSEEP représentées à date*
<b>GA1a</b>	Direction générale des services	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DGS</li> </ul>
<b>GA1b</b>	Direction générale adjointe	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DGA</li> </ul>
<b>GA1c</b>	Direction de département, conseiller technique, direction d'EHPAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur(trice) de département</li> <li>• Directeur(trice) d'EHPAD</li> <li>• Conseiller technique</li> </ul>
<b>GA2a</b>	Direction	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur(trice)</li> </ul>
<b>GA2b</b>	Direction adjointe	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Directeur(trice) adjoint(e)</li> <li>• Directeur(trice) adjoint(e) d'EHPAD</li> </ul>
<b>GA3a</b>	Responsabilité d'un service	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable de service</li> </ul>
<b>GA3b</b>	Responsabilité adjointe d'un service ou responsabilité d'une structure ou responsabilité d'un secteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable de secteur</li> <li>• Responsable de service adjoint</li> <li>• Responsable de structure (petite ou moyenne crèche, maison de quartier)</li> <li>• Responsable de territoire CRD</li> </ul>
<b>GA4</b>	Expertise	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Animateur(trice) RAM</li> <li>• Archéologue</li> <li>• Archiviste</li> <li>• Bibliothécaire</li> <li>• Chargé(e) de mission</li> <li>• Chargé(e) de transaction immobilière</li> <li>• Gestion patrimoine foncier</li> <li>• Conseiller(ère) en organisation</li> <li>• Contrôleur ou contrôlease de gestion</li> <li>• Coordinateur(trice) petite enfance</li> <li>• Coordinateur(trice) enfance éducation</li> <li>• Diététicien(ne)</li> <li>• Éducateur(trice) de jeunes enfants</li> <li>• Ergothérapeute</li> <li>• Expert en communication</li> <li>• Infirmier(ère)</li> <li>• Ingénieur informatique</li> <li>• Journaliste</li> <li>• Juriste</li> <li>• Médecin</li> <li>• Psychologue</li> <li>• Travailleur(euse) social(e)</li> </ul>
<b>GB1a</b>	Responsabilité d'un service ou d'une structure d'encadrement intermédiaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable de service</li> <li>• Responsable de structure (ALSH)</li> </ul>
<b>GB1b</b>	Responsabilité adjointe d'un service, responsabilité adjointe d'une structure ou responsabilité d'un pôle d'encadrement intermédiaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsable adjoint de service</li> <li>• Responsable de pôle</li> </ul>

<b>GB2</b>	Expertise encadrement)	(sans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide-soignant(e)</li> <li>• Aide-soignant(e) en soins gérontologiques</li> <li>• Animateur(trice)</li> <li>• Assistant(e) archiviste</li> <li>• Assistant(e) biblioth�caire</li> <li>• Assistant(e) de Directeur général, maire ou président</li> <li>• Auxiliaire de puériculture</li> <li>• Chargé(e) d'action culturelle</li> <li>• Chargé(e) de communication</li> <li>• Chargé(e) de gestion technique du b�timent</li> <li>• Chargé(e) d'inventaire</li> <li>• Chargé(e) d'opérations</li> <li>• Coordinateur(trice) de dispositifs</li> <li>• Dessinateur(trice)</li> <li>• Documentaliste</li> <li>• �ducateur(trice) sportif(ve)</li> <li>• �lectrom�canicien(ne)</li> <li>• Gestionnaire</li> <li>• Infographiste</li> <li>• Instructeur(trice) droit des sols</li> <li>• Ma�tre-nageur(euse)</li> <li>• M�diateur(trice)</li> <li>• Photographe vid�aste</li> <li>• R�gisseur(euse) (Th��tre et saison culturelle Loiron)</li> <li>• R�gisseur(euse) d'�uvres</li> <li>• Repr�sentant syndical d�charg�</li> <li>• Technicien(ne)</li> <li>• Technicien(ne) paramédical(e)</li> <li>• Webdesigner/Graphiste</li> </ul>
<b>GC1a</b>	Spécialisée encadrement	avec	<ul style="list-style-type: none"> <li>• R�f�rent p�riscolaire</li> <li>• Responsable d'�quipe</li> </ul>
<b>GC1b</b>	Spécialisée encadrement	sans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agent de ma�trise</li> </ul>
<b>GC2a</b>	Opérationnelle spécialisée		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agent d'animation</li> <li>• Agent de fourrière animale</li> <li>• Agent de maintenance</li> <li>• Agent de surveillance</li> <li>• Agent de traitement de l'eau</li> <li>• Agent d'exploitation voirie</li> <li>• Agent gestionnaire des aires d'accueil des publics itinérants</li> <li>• Agent technique espaces verts</li> <li>• Agent technique spectacle/communication</li> <li>• Assistant(e) en soins g�rontologiques</li> <li>• Assistant(e) administratif(ve) d'�lus</li> <li>• ATSEM</li> <li>• Auxiliaire de vie sociale</li> <li>• Chauffeur(euse)</li> <li>• Chauffeur(euse) ripeur</li> <li>• Conducteur(trice) d'engins</li> <li>• Cuisinier(�re)</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Égoutier(ère)</li> <li>• Élagueur(euse)</li> <li>• Fontainier(ère)</li> <li>• Imprimeur(euse)</li> <li>• Maçon(ne)</li> <li>• Mécanicien(ne)</li> <li>• Métallier(ère)</li> <li>• Officier(ère) d'état civil</li> <li>• Placier(ère)</li> </ul>
<b>GC2b</b>	Opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agent chargé(e) de livraison</li> <li>• Agent d'accueil et administratif</li> <li>• Agent de bibliothèque</li> <li>• Agent valoriste</li> <li>• Agent de gestion budgétaire</li> <li>• Agent de propreté urbaine</li> <li>• Agent de restauration</li> <li>• Agent de sécurité scolaire</li> <li>• Agent d'entretien</li> <li>• Agent d'entretien voirie</li> <li>• Agent d'hébergement</li> <li>• Agent d'imprimerie</li> <li>• Agent technique</li> <li>• Assistant(e) administratif(ve)</li> <li>• Assistant(e) petite enfance</li> <li>• Fossoyeur(euse)</li> <li>• Gardien(ne)</li> <li>• Magasinier(ère)</li> <li>• Manutentionnaire</li> <li>• Préposé(e) régie</li> <li>• Releveurs de compteurs</li> <li>• Vaguemestre</li> </ul>

\*Les fonctions mentionnées dans le tableau ci-dessus sont indicatives car susceptibles d'évoluer dans le respect des définitions des groupes de fonction après présentation en comité social territorial et sans nouvelle délibération de l'assemblée délibérante.

## ANNEXE 2

### La majoration pour les agents exerçant des missions de régisseurs d'avances et/ou de recettes (exprimés en euros bruts annuels)

La majoration est attribuée annuellement, pour chaque régie gérée, après service fait, en décembre N, sur la base du tableau ci-dessous :

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES et de recettes	MONTANT de l'indemnité de responsabilité annuelle (en euros)
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440	110
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	110
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 000 à 4 600	120
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	140
De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	160
De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	200
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	320
De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	410
De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	550
De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	640
De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	De 150 001 à 300 000	690
De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	De 300 001 à 760 000	820
De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	De 760 001 à 1 500 000	1 050
Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	Au-delà de 1 500 000	46 par tranche de 1 500 000

Le régisseur titulaire perçoit l'indemnité dans sa totalité, proratisée à son temps de travail et à son temps de présence dans la collectivité. Le régisseur suppléant perçoit 1/12<sup>e</sup> de l'indemnité, proratisée à son temps de travail et à son temps de présence dans la collectivité.

### ANNEXE 3

#### La majoration pour les agents exerçant des travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants (exprimés en euros bruts mensuels)

La majoration est attribuée mensuellement, pour chaque travail spécifique concerné et précisé sur la fiche de poste de l'agent, sur la base du tableau ci-joint :

Tavaux spécifiques	Montant brut mensuel
CONDUITE DE MACHINES OFFSET ROTATIVES	20,80€
CONDUITE D'ENGINS DE TRAVAUX PUBLICS	46,80€
EMPLOI DE LIANT HYDRO CARBURANTS	62,83 €
INDEMNITÉ ENVIRONNEMENT BRUYANT	24,75€
TRAVAUX D'INSTALLATION ÉLECTRIQUE	41,20 €
INDEMNITÉ D'EXHUMATION	5,93 €
TAILLE DES ARBRES EN HAUTEUR	31,42 €
TRAVAUX DE PLOMBERIE	17,33 €
TRAVAUX DE LABORATOIRE	12,48€
TRAVAUX DE PEINTURE	17,33 €
TRAVAUX DE SOUDURE	20,80 €
TRAVAUX SUR SCIE	17,33 €
TRAVAUX DE MANUTENTION AVEC ENGINS ÉLÉVATEURS	41,20 €
TRAVAUX DANS LES ÉGOUTS	60,00 €
UTILISATION D'OUTILS PNEUMATIQUES	54,90 €

L'indemnité est proratisée au temps de travail de l'agent, et au temps de présence dans la collectivité.

## ANNEXE 4

Les montants maximum de l'IFSE et du CIA (exprimés en euros bruts)

Cadre d'emplois des administrateurs :

Part IFSE : maximum annuel	Part CIA : montant du plafond
49 980 €	8 820 €

Cadres d'emplois des attachés territoriaux, des secrétaires de mairie et des directeurs d'établissements d'enseignement artistique :

Part IFSE : maximum annuel	Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service	Part CIA : montant annuel du plafond
36 210 €	22 310 €	6 390 €

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux, des animateurs territoriaux, des éducateurs territoriaux des APS :

Part IFSE : maximum annuel	Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service	Part CIA : montant annuel du plafond
17 480 €	8 030 €	2 380 €

Cadres d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, des agents sociaux territoriaux, des ATSEM, des opérateurs territoriaux des APS, des adjoints territoriaux d'animation, des adjoints techniques territoriaux, des adjoints territoriaux du patrimoine, des agents de maîtrise territoriaux :

Part IFSE : maximum annuel	Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service	Part CIA : montant annuel du plafond
11 340 €	7 090 €	1 260 €

Cadre d'emplois des conservateurs du patrimoine :

Part IFSE : maximum annuel	Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service	Part CIA : montant annuel du plafond
46 920 €	25 810 €	8 280 €

Cadre d'emplois des conservateurs des bibliothèques et des attachés de conservation du patrimoine :

Part IFSE : maximum annuel	Part CIA : montant annuel du plafond
34 000 €	6 000 €

**Cadre d'emplois des bibliothécaires :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
29 750 €	5 250 €

**Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
16 720 €	2 280 €

**Cadre d'emplois des médecins :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
43 180 €	7 620 €

**Cadre d'emplois des ingénieurs en chef :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
57 120 €	42 840€	10 080 €

**Cadre d'emplois des ingénieurs :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
46 920 €	32 850 €	8 280 €

**Cadre d'emplois des techniciens :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
19 660 €	13 760 €	2 680 €

**Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part IFSE : maximum annuel si agents logés par nécessité absolue de service</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
11 340 €	7 090 €	1 260 €

**Cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
14 000 €	1 680 €

**Cadres d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs, des cadres de santé paramédicaux, des sages-femmes, des puéricultrices cadres de santé, des psychologues et des conseillers des activités physiques et sportives :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
25 500 €	4 500 €

**Cadres d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs, des puéricultrices, des infirmiers en soins généraux, des pédicures-podologues, des ergothérapeutes, des orthoptistes, des manipulateurs d'électroradiologie médicale, des masseurs kinésithérapeutes, des psychomotriciens, des orthophonistes et des techniciens de laboratoire médical :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
19 480 €	3 440 €

**Cadres d'emplois des moniteurs-éducateurs, des intervenants familiaux, des techniciens paramédicaux, des infirmiers (catégorie B), des aides-soignants et des auxiliaires de puériculture :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
11 880 €	1 620 €

**Cadres d'emplois des auxiliaires de soins :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
11 340 €	1 260 €

**Cadre d'emplois des biologistes, vétérinaires et pharmaciens :**

<b>Part IFSE : maximum annuel</b>	<b>Part CIA : montant annuel du plafond</b>
49 980 €	8 820 €

Les montants plafonds suivront les évolutions réglementaires.

Ces cadres d'emploi concernent l'ensemble des groupes de fonction et fonctions, dans la limite imposée par le cadre réglementaire pour certains statuts particuliers.

Montant de référence de l'IFSE socle au vu de la cartographie des postes :

A l'issue des négociations avec les organisations syndicales représentatives de nos collectivités, et sans préjudice des dispositions ci-dessus (clause de sauvegarde, maximums réglementaires notamment) ni du réexamen prévu tous les 4 ans au regard de la valeur professionnelle de l'agent, les montants de référence de l'IFSE socle ont été proposés comme suit :

Groupe de fonctions	de	Montant mensuel de référence de l'IFSE	Montant annuel de référence de l'IFSE
GA1a		<b>3 000 €</b>	36 000 €
GA1b		<b>2 000 €</b>	24 000 €
GA1c		<b>1 500 €</b>	18 000 €
GA2a		<b>1 100 €</b>	13 200 €
GA2b		<b>950 €</b>	11 400 €
GA3a		<b>800 €</b>	9 600 €
GA3b		<b>600 €</b>	7 200 €
GA4		<b>500 €</b>	6 000 €
GB1a		<b>400 €</b>	4 800 €
GB1b		<b>370 €</b>	4 440 €
GB2		<b>265 €</b>	3 180 €
GC1a		<b>225 €</b>	2 700 €
GC1b		<b>175 €</b>	2 100 €
GC2a		<b>165 €</b>	1 980 €
GC2b		<b>155 €</b>	1 860 €

**Annexe 5****Versement de l'IFSE en cas d'absence pour raison médicale**

Type de congé	Versement de l'IFSE
Maladie ordinaire	L'IFSE suit le sort du traitement
Congé longue maladie	
Congé longue durée	Pas de maintien de l'IFSE A compter de la date de reconnaissance du placement en congé
Congé grave maladie	
Disponibilité d'office	Pas de maintien de l'IFSE
Accident de travail et de maladie professionnelle	Maintien de l'IFSE
Congé de maternité, adoption, paternité et accueil du jeune enfant	Maintien de l'IFSE
Temps partiel pour raison thérapeutique	L'IFSE suit le sort du traitement